

Pour le gouvernement Barnier, les fonctionnaires doivent payer !

HALTE AU MÉPRIS ! LA COUPE EST PLEINE

POUR GAGNER, PRÉPARONS LA GRÈVE JUSQU'À SATISFACTION, TOUS ENSEMBLE !

Alors que la politique de Macron a été rejetée à plusieurs reprises dans les urnes, le premier Ministre Barnier et son gouvernement veulent poursuivre cette même politique et aller aussi loin qu'ils le pourront dans la destruction des acquis sociaux, de la Fonction publique et des statuts. Avec brutalité et en prenant les fonctionnaires pour cibles !

Ainsi, le ministre Kasbarian de la Fonction publique ose déclarer que pour faire des économies, il souhaite lutter contre l'absentéisme en « responsabilisant les agents ». Abject et méprisant, alors que le gouvernement programme la suppression de milliers de postes de fonctionnaires, dont 4 000 dans l'Éducation nationale ! Est-ce à dire qu'un fonctionnaire en arrêt maladie ne serait pas vraiment malade ? Les agents publics seraient donc « responsables » des milliards de cadeaux fiscaux aux grandes fortunes et d'exonérations de cotisations sociales au patronat ? Il faudrait que les fonctionnaires « responsables » compensent de leur poche ces cadeaux et exonérations qui profitent aux actionnaires mais qui n'empêchent les grandes entreprises ni de licencier ni de délocaliser ?

SI NOUS NE LES ARRÊTONS PAS, ILS NOUS PRENDRONT TOUT !

Le SMIC augmente de 2% au 1^{er} novembre mais pas le point d'indice, dont la valeur n'a pas changé depuis juillet 2023, et dont il est d'ores et déjà annoncé qu'elle ne changera pas en 2025.

Pour enfoncer le clou, il n'y aura pas de GIPA ni en 2024 ni en 2025. Créée en 2008 comme mesure compensatrice

du gel du point d'indice, la GIPA (Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat) était versée lorsque l'évolution du traitement brut indiciaire de l'agent était inférieure sur une période de 4 ans à celle de l'indice des prix de la consommation. Cette pseudo-garantie a permis de camoufler le décrochage du point d'indice en attribuant une indemnité compensatrice à ceux dont le déroulement de carrière ne permettait même pas de compenser la hausse du coût de la vie.

Mais dorénavant pour le gouvernement, être fonctionnaire et agent public « responsable » c'est accepter de s'appauvrir.

Être fonctionnaire et agent public « responsable » c'est aussi accepter de payer pour être malade, avec l'allongement de 1 à 3 jours du délai de carence que voudrait faire passer le gouvernement dans le projet de loi de finance de la sécurité sociale (PLFSS). L'égalité avec les employés du privé a bon dos quand le secteur privé n'applique pas la déduction des 3 jours de carence à 2/3 des salariés. La 1^{ère} égalité serait qu'il n'y ait aucun jour de carence pour aucun salarié !

Pour faire bon poids, il s'agirait aussi de réduire de 100 à 90% le traitement indiciaire perçu pendant des arrêts de maladie ordinaire. Va-t-on dorénavant devoir venir travailler avec la grippe ou le Covid, parmi les élèves et les collègues, pour pouvoir réussir à boucler les fins de mois ?

Ces mesures, si elles devaient s'appliquer, constitueraient une double peine associant la maladie et la sanction pénale.



QUELLES SONT LES PROCHAINES ÉTAPES ?

Le ministre de l'économie a jugé qu'une deuxième « journée de solidarité » était une « proposition intéressante ». Une nouvelle journée de travail gratuit ! Et le sinistre Kasbarian, s'il a annoncé ne pas retenir la suppression des catégories A B et C parmi les mesures envisagées par l'ex-ministre Guerini, n'a par contre pas rien dit sur la rémunération au mérite, et le licenciement des fonctionnaires pour insuffisance professionnelle...

HALTE AU MÉPRIS ! LA COUPE EST PLEINE !

Année après année, ce sont les mêmes politiques qui dégradent les conditions de travail et d'enseignement (suppressions de postes, contre-réformes...), qui détruisent l'hôpital et les services pulics, qui nous volent deux ans avec la réforme des retraites. Et il faudrait accepter de subir, d'être paupérisés, stigmatisés, culpabilisés, maltraités ?

Les annonces relatives au projet de budget 2025 répandent la colère dans les écoles, les établissements et les services. Dans les réunions syndicales qui se tiennent quotidiennement, les personnels expriment leur rejet des mesures envisagées par ce gouvernement illégitime.

Ils n'acceptent ni les 4 000 suppressions de postes d'enseignants, qui aggraveront encore leurs conditions de travail, ni les scandaleuses mesures visant à instaurer trois jours de carence et à réduire l'indemnisation des jours d'arrêt maladie à 90% ! Ils calculent tous les pertes financières considérables que provoqueraient pour eux ces projets.

Le SNFOLC appelle les personnels à se réunir avec leurs syndicats, pour organiser le rapport de force, afin de faire aboutir les revendications, y compris par la grève jusqu'à satisfaction. En toute responsabilité !



Le 7 novembre, les fédérations de fonctionnaires ont claqué la porte de la réunion avec le ministre Kasbarian en indiquant qu'elles appelleront à la grève.

Les cheminots lancent une grève d'avertissement le 21 novembre et menacent de bloquer si le gouvernement refuse de répondre à leurs revendications.

FO propose l'action commune aux autres fédérations de l'Éducation nationale : l'action pour gagner, pas les journées d'action, la vraie grève, et le « tous ensemble » !

Un préavis de grève a été déposé qui couvre toutes les initiatives.

NE LES LAISSONS PAS FAIRE !

